

Communiqué de presse de la présidence de la Transition

Succession de faits de déstabilisation

Madagate – 04/03/11

Selon les termes de l'Article 11 de la Constitution de la IV^{ème} République, « ***tout individu a droit à l'information. L'information sous toutes ses formes n'est soumise à aucune contrainte préalable, sauf celle portant atteinte à l'ordre public et aux bonnes mœurs (...)*** ».

Ainsi, en application stricte de cette disposition constitutionnelle, la Présidence de la Haute Autorité de la Transition, par le truchement de sa Direction de la Communication, a le devoir d'informer le grand public du récent cours des affaires nationales. Notamment, celles qui ont touché les réunions en salle et autres mouvements sur la place publique tenus par les trois mouvances. Lesquelles ont recélé des dessous politiques graves, ayant mis et continuant de mettre en péril la sécurité et l'ordre publics.

Sur la conférence de presse tenue par le Professeur Albert Zafy, le 03 Février 2011

Le 02 Février 2011, le nommé RINAH, dirigeant des jeunes TIM à Antananarivo, et Constant RAVELOSON, haut cadre du parti MFM, avaient bouclé leurs stratégies visant à provoquer un attroupement d'opposants au régime de Transition, lors de la conférence de presse donnée par le Professeur Albert Zafy du lendemain (03 Février 2011) à l'Hôtel Carlton.

Stratégies qui avaient trait à l'incitation de leurs militants, à l'issue de la conférence de presse dont il s'agit, à faire une marche vers le siège de la Radio Nationale Anosy ; à perpétrer des destructions des biens d'autrui et à des agressions physiques des partisans de l'actuel régime de Transition ainsi qu'à commettre des pillages aux marchés de Mahamasina et d'Andravoahangy.

Pour y faire face, des éléments des Forces de l'ordre ont été mis en place dans ces quartiers à risques, le 03 Février 2011. Ainsi, ce dispositif dissuasif, et l'incident survenu entre Tabera RANDRIAMANANTSOA et les responsables de la sécurité de l'Hôtel Carlton, ont permis d'éviter la concrétisation de cette intention malveillante. Comme aucun fait constituant une infraction à la Loi pénale n'a pas été relevé durant cette journée, les individus soupçonnés n'ont pas ainsi été interpellés.

Mouvement de foule à Ivato, le 19 Février 2011

Des individus, à la solde des opposants au régime actuel, comptaient amener des armes à feu lors du mouvement de foule du 19 Février 2011 à Ivato, en perspective de l'arrivée de l'ex-Président de la République, Marc Ravalomanana.

Sur place et le jour indiqué, il a été prévu que, par le truchement d'une sonorisation mobile et de la « ***Radion'ny Gasy*** », des instructions allaient être données par des ténors des trois mouvances pour pousser leurs partisans à passer en travers de la corde de sécurité pouvant être déroulée par les Forces de l'ordre. Ainsi, si ces dernières utilisaient des grenades lacrymogènes pour contenir l'avancée de cette foule et rétablir l'ordre public sur le lieu, les individus en question iront profiter des détonations afférentes pour tirer dans la foule. Ceci, afin de créer, sur place, le maximum de dégâts corporels à imputer ainsi aux éléments des Forces de l'ordre et à l'actuel régime de Transition.

Rappelons qu'une stratégie similaire avait été déjà appliquée le 20 Mai 2010, lors de l'évènement de Fort Duchesne et au cours duquel un Pasteur de la FJKM a été tué par balle à bout portant. Cependant, la responsabilité des éléments des Forces de l'ordre a été dégagee dans cette affaire consécutivement au fait que l'assassinat du Pasteur dont il s'agit s'est produit dans une zone où il n'y a eu aucun élément de l'EMMOREG. En tout cas, cette vérité incontestable aurait amené les ténors des trois mouvances et les dirigeants de l'Eglise FJKM à n'avoir jamais déposé une plainte pénale sur ce décès et, surtout, à avoir refusé l'ouverture d'une enquête judiciaire afférente, en dépit des démarches, allant dans ce sens, faites par les enquêteurs officiels.

Pour revenir aux circonstances ayant entouré le mouvement de foule à Ivato, tenus au courant de ces stratégies des trois mouvances, les éléments des Forces de l'ordre, en mission sur place, ont tout fait pour éviter une provocation des manifestants et ont procédé à des fouilles de voitures et de personnes. Ces actions stratégiques et la neutralisation de la « **Radion'ny Gasy** », le jour de ce 19 Février 2011, ont ainsi empêché la concrétisation de ce plan concocté par les trois mouvances.

Aveux circonstanciés

Ces stratégies des trois mouvances ont été, par la suite, confirmées par les aveux faits par un individu sur qui les éléments des Forces de l'ordre ont pu saisir une arme de guerre.

En effet, le 1er Mars 2011 vers 14h et consécutivement au piège déroulé par des éléments de la Brigade des recherches de la Gendarmerie Nationale, Jacquinot Patrick RAKOTORAHALAHY a été appréhendé à l'aire de stationnement dit « **Fasan'ny Karana** » pour avoir voulu vendre un **pistolet mitrailleur MAT 49 muni d'un chargeur garni de 06 cartouches**. Après cette arrestation, une perquisition a été menée au domicile de Nathan MAMASO, l'individu qui a été indiqué par Jacquinot Patrick RAKOTORAHALAHY lui avoir fourni l'arme de guerre en question. Perquisition qui a permis aux enquêteurs de saisir **85 autres cartouches de 9mm**.

Jacquinot Patrick RAKOTORAHALAHY a avoué aux enquêteurs que cette arme de guerre et ces munitions étaient destinées à provoquer les dégâts corporels, relatés supra, lors du mouvement de foule à Ivato du 19 Février 2011.

Par ailleurs, cette foule d'Ivato devait marcher vers un camp militaire de la place (BANI ou RFI), à la Radio Nationale d'Anosy et au Palais d'Etat d'Ambohitsorohitra. Le but de ces marches était de contraindre les éléments des Forces de l'ordre à tirer sur la foule et, ainsi, de provoquer un « **7 Février bis** ». Plans avec lesquels que les concepteurs espéraient pouvoir déstabiliser l'actuel régime de Transition.

En tout cas, ces marches de déstabilisation n'ont pas pu être menées, eu égard au fait que les éléments des Forces de l'ordre, préalablement informés, n'ont pas agi dans le sens escompté par les ténors des trois mouvances. D'autant plus que la « **Radion'ny Gasy** », ayant dû servir d'outil d'informations et de sensibilisation aux manifestants le jour du 19 Février 2011, a été neutralisée dans la matinée.

Meeting à la Villa Elisabeth, le 02 Mars 2011

Le 02 Mars 2011, à la Villa Elisabeth, et devant les partisans des trois mouvances, le Professeur Albert Zafy a incité le parterre à des actions insurrectionnelles et il a même sensibilisé les éléments des Forces Armées et de la Police Nationale à ne pas intervenir en cas d'affrontements entre civils.

Tentative d'attentat au Marais Masay, le 03 Mars 2011

Le 03 Mars 2011 vers 19h30, le véhicule présidentiel a fait l'objet d'un attentat à l'explosif sur la route du Marais Masay.

Conclusion

Il appartient aux enquêteurs d'établir si, oui ou non, ce dernier fait présente des liens, directs ou indirects, avec ceux relatés plus haut.

Source : <http://www.madagate.com/politique-madagascar/dossier/1719-madagascar-un-officier-forme-au-gign-a-la-tete-de-la-securite-presidentielle.html>